

Pour la France, pas de « Quartiers » !

« APPEL »

Un appel pour dire que nous existons, que nous sommes toujours là, avec nos questions nous « les 1500 quartiers de la politique de la ville ».

Aujourd'hui encore, nous demeurons très peu représentés et si nous ne sommes pas forcément parmi les « Gilets jaunes », nous avons pourtant des choses à dire.

Dans nos quartiers, nos banlieues, nous accusons un fort taux de pauvreté, les plus élevés de Métropole.... Et pourtant Nous sommes aussi souvent les moins audibles... les moins entendus.

Cela explique en partie les tensions sur nos territoires de vie.

Notre démarche, celle contenue dans cet appel, est une réaction spontanée, nécessaire voire de survie, dans cette période d'expression des français en souffrance.

Notre volonté est **que nos quartiers ne soient pas exclus** du Grand Débat qui va s'ouvrir.

De nombreux rapports ont traité de nos problématiques, elles ont donc bien été identifiées, notamment par le dernier en date et sans doute le plus abouti, le rapport dit Barloo.

Plusieurs questions ont fait l'objet de ces études, la mobilité, la sécurité, les services publics, le cadre de vie, l'activité économique, l'emploi.

Et le résultat est sans appel et tous s'accordent autour du constat d'échec des Politiques Publiques menées au gré des différents gouvernements qui se sont succédés. Pire, les inégalités se sont creusées et la plaie est devenue bien plus profonde.

Pourtant dans nos quartiers, **comme partout ailleurs en France**, souffle la même énergie positive, la même envie de vivre, de vivre avec son temps, **nous sommes nous aussi et comme l'ensemble des français**, ouverts et attentifs, prêts à la mutation sur nombre d'aspects et de thématiques telle que l'Ecologie, le numérique, la mobilité, la sécurité.

Nous pourrions être de **véritables laboratoires d'expérimentations sociales**, nous sommes prêts.

Un appel pour vous dire en quelques points l'urgence de mesures fortes et immédiates

Un appel pour dire

Que c'est l'unité de notre Nation dans sa diversité qui incarne le vrai rempart contre le populisme et le communautarisme. C'est cette unité qui est le véritable ciment de notre Nation.

[Éducation]

L'enseignement en zones dites prioritaires les moyens et conditions d'enseignement ne sont pas réunis pour permettre à chacun la maîtrise des fondamentaux nécessaires pour être mais surtout devenir Citoyen.

L'éducation c'est aussi le civisme. Il est aussi question des règles de « vivre ensemble » qui passent par les cadres de vies des enfants des quartiers. Nos cités n'offrent pas toujours de bons repères au quotidien ou parfois les règles de la rue sont les seules qui prévalent. Il faut d'urgence un retour des moyens en direction des familles via nos Centre sociaux, nos associations, nos clubs de sports, via les structures qui montrent que l'Etat n'a pas que faire de ces territoires.

Dans ce schéma, il faut également une véritable prise en charge des femmes seules « monoparentales » en nombre ces dernières années. Sortir de l'isolement pour mieux prévenir des difficultés sur l'éducation de leurs enfants.

[Emploi]

Avec un taux de chômage des jeunes deux fois supérieurs à la moyenne nationale, les enfants des quartiers populaires sont confrontés à plusieurs grosses difficultés dans l'accès à l'emploi, dues à diverses raisons allant de la formation initiale forcément discriminante à d'autres plus injustes telles que l'origine ou l'adresse sur le CV.

L'emploi c'est la condition de la stabilité qui offre un avenir possible à tous les enfants de la République et conditionne l'assimilation de ces grands principes.

Si nous sommes d'accords pour dire que **l'emploi pourrait être** un facteur d'inclusion sociale fort. Pour cela il faut une mesure de retour au premier emploi pour les plus jeunes décrocheurs de l'école à 16 ans et donc un retour des contrats aidés (sous-conditions d'en optimiser l'efficacité).

Leur suppression brutale pour l'ensemble des structures associatives, collectivités a été une erreur.

[Logement]

Le logement est un droit fondamental.

Aujourd'hui grâce à l'Agence Nationale de la rénovation urbaine, de nombreuses citées ont pu être rénovées, démolies, reconstruites. Ils nous semblent important qu'à l'image de la récente alerte de la fondation Abbé Pierre, nous accélérions les programmes de renouvellement et de réhabilitation des logements urbains au-delà des 1500 quartiers.

Nous sommes au regard du drame marseillais de la rue d'Aubagne, pour la maîtrise de la mise en location des parcs immobiliers privés. Ceci dans l'unique but de lutter contre les marchands de sommeil.

Le Dumping Immobilier ne sera jamais une alternative valable à une construction intelligente d'une ville intégrée, solidaire, écologique et moderne.

[Mobilité]

Un réseau densifié, développé, est facteur d'intégration des quartiers à la vie de la ville.

Nous connaissons les différents acteurs sur la question des transports : Métropole, Région, Ville. Ils doivent travailler ensemble pour proposer un projet cohérent.

Beaucoup de villes Françaises et Européennes pourraient servir d'exemple en matière de réseaux de transport et de tarification accessible.

[Sécurité]

L'ampleur du défi sur la sécurité dans les quartiers est de taille.

Il y a des zones à risques dans nos citées mais une majorité des habitants souhaite une police qui connaît son territoire, les habitants et acteurs qui le composent.

Les dispositifs de répression doivent exister mais ils ne peuvent être la seule réponse apportée.

L'emploi de la force s'il est fait, doit l'être pour réinvestir des territoires de façon durable.

Des descentes des forces de Police avec envoi de compagnies de CRS qui finissent par cohabiter avec les lieux de « deal », discréditent la police et ne luttent pas contre le sentiment d'insécurité.

Nous voulons une police efficace et avec les moyens de l'être.

Des rencontres régulières entre acteurs des quartiers et services de Police doivent être privilégiées pour recréer du lien avec les populations et lutter contre la défiance de l'uniforme.

Dans cet objectif, des commissariats dotés de moyens Humains et Matériels efficaces, doivent impérativement rouvrir à proximité des territoires sensibles.

[Écologie]

En matière d'écologie nos quartiers sont prêts et doivent être intégrés au processus national.

Les gouvernements ont successivement pris la question de l'écologie comme symbole de programme politique, tout le monde s'accordent à dénoncer l'urgence pour la planète.

Nos cités ont été les lieux de beaucoup d'études et d'expérimentations en matière de politique publiques à caractère social et éphémères. Mais « la chose écologique » n'a pas été au centre des exigences qui aurait permis d'associer ces territoires à cette grande question d'union nationale.

L'écologie nous intéresse et une majorité de parents ne serait pas contre des programmes à visée environnementale et ce dès l'école primaire.

Nous sommes prêts.

Il est urgent de réinvestir nos quartiers, tant en au niveau financier qu'au niveau Humain.

Le rapport Borloo « Vivre ensemble, Vivre en grand » est l'un des plus complets sur l'ensemble des sujets à traiter.

Il a été abandonné trop vite et doit servir de point de départ.

Les signataires.